

BRÛLONS LE CAPITALISME PAS LES FORÊTS !

Le monde brûle

Durant l'été 2022, les feux de forêts ont mis en évidence le dysfonctionnement des services de la protection civile et de la prévention. Les syndicats de Solidaires, dont Sud Sdis chez les sapeurs-pompiers, Solidaires Météo et Snupfen Solidaires à l'Office National des Forêts dénoncent le manque de moyens depuis des années : baisse massive des effectifs dans les services publics (ONF, Météo France, Sdis), réorganisation des services ayant comme effet une perte de sens au travail, et une perte des missions du service public etc. (comme iels le disent dans cette vidéo : <https://vimeo.com/774180895>)

L'Union syndicale Solidaires alerte depuis longtemps sur le changement climatique et ses conséquences : sécheresse, canicule, inondation, orage de grêle...

Le réchauffement climatique est causé par le productivisme et la course au profit sans fin du capitalisme. Ceux-ci engendrent des bouleversements qui s'accroissent comme nous le montre ce début d'été 2023 : feux de forêts non maîtrisables au Canada, en Grèce, en Sicile, en Sibérie, en Corse, etc, inondations, ouragans, tornades (y compris dans des régions n'y étant normalement pas soumises), orages de grêles, sécheresses, canicules (47°C à Madrid, 48°C en Sardaigne, 43°C à Athènes), effondrement de glaciers, disparition de lacs, canicules marines de plus en plus nombreuses, etc.

Le modèle de croissance infinie est incompatible avec la pérennité de l'humanité (santé publique qui se dégrade, famine, exploitation et précarisation accrue de populations, des villes, des villages, voire des régions comme en Inde, sont rendus inhabitables, etc ! Les conséquences de ce système capitaliste sont aussi catastrophiques pour la biodiversité et la biomasse... Des écosystèmes sont détruits ou transformés à jamais.

Brûlons le capitalisme !

Les multinationales sont les principales responsables.

Elles exploitent les travailleurs et les travailleuses, les populations, pillent la planète en toute impunité avec le soutien voire l'inféodation des états. Ces derniers négocient des accords en faveur de ces multinationales qui n'hésitent pas, en retour, à les attaquer en justice via des tribunaux taillés sur mesure pour détruire la législation sociale et/ou environnementale du pays (conséquences des accords dit de libre-échange, tels le Tafta, Ceta ou Mercosur...).

C'est pourquoi à Solidaires nous disons que rendre nos comportements individuels écologiquement « vertueux » ne suffira pas à inverser le cours des choses si les principaux responsables de la pollution ne sont pas stoppés.



Imposons un autre avenir !

Les alternatives existent. Pour cela nous devons remettre en question les principes de la croissance, du productivisme, de l'extractivisme et de la mainmise de la finance.

Dans l'immédiat, nous devons renforcer, développer et créer des services publics pour anticiper et réduire les conséquences du réchauffement climatique. C'est pourquoi l'Union syndicale Solidaires exige :

- Des moyens humains et financiers à la hauteur de l'enjeu dans les services publics de la protection civile et de la prévention soit une politique inverse de celle menée par le gouvernement.
- Un système fiscal écologique au service de l'environnement.
- La création de nombreux emplois est nécessaire pour satisfaire les nouveaux besoins liés à l'environnement (transport, chimie, bâtiment, énergie, agriculture, etc.)
- Le financement d'un programme de réduction du transport routier par le développement du ferroutage et par une amélioration des transports collectifs.
- La relocalisation des productions agricoles avec le maintien d'une agriculture paysanne plus sobre en transport et intrants et plus créatrice d'emplois. Face aux problèmes écologiques, agricoles et sanitaires, Solidaires est au côté de la Confédération paysanne pour exiger une autre agriculture.
- La reconnaissance de l'eau comme bien commun de première nécessité. Cela passe par un moratoire sur les méga-bassines dans l'ensemble du pays et par la mise en œuvre de projets de territoires qui assurent le partage de l'eau et une agriculture qui protège les sols, les nappes et les cours d'eau.

Nous exigeons aussi la fin des méthodes répressives contre les mouvements sociaux et écologiques comme on a pu le voir dans la lutte contre les méga-bassines ou dans la dissolution des Soulèvements de la terre par le gouvernement !

Au niveau international, Solidaires affirme que l'environnement constitue un bien public mondial et à ce titre revendique des normes sociales et environnementales auxquelles les États et les multinationales ne pourront pas déroger. Cela nécessite la mise en place d'un organisme international chargé du respect de ces règles.

Enrayer le réchauffement exige de transformer toute la société et de la reconstruire sur une autre base que la recherche du profit, et pour cela nous devons en finir avec le capitalisme !

